

LETTRE OUVERTE – HAUT-MARONI GUYANE

Ce que l'État sait depuis des décennies et ce qu'il doit enfin décider.

Monsieur le Préfet,
Mesdames, Messieurs,

Nous, chefs coutumiers, Gran Man et responsables de villages, vous écrivons aujourd'hui publiquement.

Vous venez sur le fleuve Maroni du 21 au 27 juin 2026.
Ce n'est pas la première fois. Ce n'est même plus une répétition. C'est une continuité.

Depuis des années, et en réalité depuis des décennies, l'État se déplace ici, observe, décrit, organise des réunions, engage des opérations, annonce des dispositifs, puis **revient constater que l'essentiel n'a pas changé**.

Il faut aujourd'hui sortir d'une ambiguïté :

Le problème du Haut-Maroni n'est pas l'absence d'action.
Des actions, il y en a. Elles sont nombreuses. Elles sont visibles. Elles sont documentées.
Le problème est ailleurs.

Le problème est que ces actions ne règlent pas le problème.

Vos propres documents le reconnaissent.

En 2023 par exemple, le rapport d'une mission interministérielle indiquait que, malgré les destructions, les orpailleurs revenaient, que « **les dispositifs de contrôle restaient partiels et que les réponses demeuraient ponctuelles face à un phénomène structuré** ».

Trois ans plus tard, vous revenez.

Et, comme chaque année, avec les mêmes constats.

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui, elle traverse les années.

Et elle est désormais **reconnue au niveau national.**

Le rapport du Sénat porté par E.Benbassa et M.Chapdelaine admet que les opérations menées permettent tout au plus de contenir l'orpaillage illégal, sans parvenir à l'enrayer durablement.

Mais les éléments les plus récents obligent à aller plus loin.

Car même cette idée de « contention » est aujourd'hui dépassée.

L'État lui-même évoque désormais un « plafond de verre » dans la lutte.

Les données issues du Parc amazonien de Guyane, des ONG et des observations récentes décrivent un phénomène persistant, réorganisé, avec un nombre de sites toujours plus élevé et des réseaux capables de se reconstituer plus vite que les dispositifs mis en place.

Autrement dit :

il ne s'agit plus seulement de dire que l'État agit sans résoudre durablement le problème.

Il faut désormais dire plus clairement :

l'État agit, mais n'empêche ni la persistance, ni la reconstitution, ni désormais l'explosion du phénomène.

Cette reconnaissance change tout car **elle rend impossible une réponse simple** du type :
« **nous agissons** ».

Oui, l'État agit.

Mais il agit sans produire l'effet attendu.

À partir de là, il faut accepter une conclusion que l'on évite trop souvent :

Quand une politique est reconduite pendant des années sans transformation durable, elle ne peut plus être présentée comme une réponse efficace.

Elle devient un mode de gestion de la situation.

Une situation administrée, surveillée, ponctuellement frappée, mais jamais reprise en main.

Une situation que l'État prétend combattre depuis des décennies, sans aucun succès.

C'est exactement ce que subissent les habitants du Haut-Maroni.

Les conséquences, elles, sont connues et ne relèvent plus du débat.

En 2023, la direction générale de l'ARS de Guyane écrivait que l'imprégnation au mercure progressait dans les territoires isolés et **qu'un enfant sur cinq était atteint de saturnisme**. Cette même ARS ajoutait cette formule à ce sujet **qui engage directement la responsabilité publique** :

« **le chlordécone de la Guyane** ».

Et elle constatait, dans le même courrier, ne pas percevoir l'investissement suffisant des services concernés malgré des tentatives répétées de mobilisation.

Ainsi, tout est posé depuis longtemps :

L'État sait que la situation est grave.

Il sait que les dispositifs actuels ne suffisent pas.

Il sait que les effets sanitaires sont déjà présents.

Il sait que son action est inefficace.

Dans ces conditions, **continuer à venir constater ne suffit plus** :

Cela ne produit plus de compréhension.

Cela produit un décalage.

Un décalage entre ce que l'État sait et ce qu'il fait réellement.

Un décalage qui, à force de durer, devient une contradiction.

Nous ne contestons pas les efforts.

Nous contestons leur efficacité.

Et, à ce stade, **nous contestons le fait que cette inefficacité puisse continuer sans être remise en cause**. Il y a un moment où la continuité devient une impasse.

Nous y sommes.

Votre présence sur le fleuve ne peut donc plus s'inscrire dans ce qui existe déjà.
Elle doit marquer une rupture.

C'est dans ce sens que nous vous adressons un ultimatum clair.

Soit, vous venez, du 21 au 27 juin prochain, avec des décisions concrètes, immédiates et vérifiables, à la hauteur d'un phénomène que tous, y compris vous connaissez.

Cela suppose une stratégie continue, coordonnée et réellement efficace. Cela suppose surtout une décision politique claire :

Déclarer une véritable guerre à l'orpaillage illégal et aux réseaux qui l'organisent.

Soit, vous ne venez pas avec cela.

Et alors, il faudra en tirer les malheureuses conséquences :

Vous ne pourrez plus être considérés comme légitimes sur ces terres coutumières que l'État laisse se dégrader depuis des décennies en parfaite connaissance de cause.

Ce n'est pas une menace.

C'est le constat qu'à force de connaître les problèmes sans apporter de réponse à leur hauteur, la parole publique perd sa crédibilité.

Nous n'attendons plus une annonce de plus. **Nous attendons une décision et nous voulons croire que, pour ce déplacement, vous choisirez la première voie.**

Celle du courage et de la protection active de vos concitoyens.

Celle qui engagera l'avenir de nos peuples et la crédibilité même de la République sur ces territoires.

Le 18 juin 2026, à Maripasoula.

Le Gran Man Wayana, **Patrick TOUENKE**

Le Chef coutumier de Taluen, **Michel ALOÏKE**

La Capitaine de Kayodé, **Mélanie ALIMAN-HE**

Le Chef Coutumier d'Antecume Pata, **Aïtalewa PALANAÏWA**

La Responsable du village d'Antecume Pata, **Kulilu COGNAT-CACHINE**

L'ex Grand Man Wayana, **Amaïpoti TOUENKE**